# Le Régime d'épargne-actions du Québec

## - Un programme unique en Amérique -

Document présenté lors de la
9e Conférence de l'Organisation internationale
des commissions de valeurs
et autres organismes similaires
tenue à Toronto
du 29 juillet au 3 août 1984

Martin Martin

Service des études

Commission des valeurs mobilières du Québec

Juillet 1984

"Son coût ne peut être chiffré; elle (mesure) peut coûter cher ou fort peu. Mais pour des raisons qui apparaîtront rapidement, plus elle coûtera cher, mieux l'économie s'en portera et plus les ressources de l'État augmenteront par les voies habituelles de l'impôt et des taxes à la consommation. Rien ne serait plus agréable, plus sain et au fond, plus payant pour l'économie et pour l'État que de constater qu'une telle mesure coûtera cher."

Jacques Parizeau
Ministre des Finances
27 mars 1979

Table des matières

Introduction

Le fonctionnement du Régime d'épargne-actions

- Le traitement fiscal
- Les titres admissibles
- La déduction fiscale
- La nature des placements

L'impact du Régime d'épargne-actions

- La capitalisation des moyennes sociétés du Québec
- La fiscalité des épargnants du Québec

La participation des épargnants du Québec

Le coût du Régime d'épargne-actions pour le l'État

Conclusion

Liste des tableaux

Annexe 1 Définition d'une société en voie de développement

Annexe 2 Liste détaillée des placements au moyen d'un prospectus admissible au Régime d'épargne-actions

Annexe 3 Liste détaillée des placements auprès des porteurs d'actions par l'intermédiaire de plans de réinvestissement de dividendes et de souscription d'actions admissibles au Régime d'épargne-actions

Introduction

En vigueur depuis le 22 juin 1979, le Régime d'épargne-actions du Québec demeure encore malgré ses indéniables avantages tout à fait unique en Amérique. Il faut traverser l'Atlantique pour retrouver en France un programme similaire au plan québécois, le Compte d'épargne en actions.[1] Le Régime d'épargne-actions est un programme gouvernemental favorisant l'investissement dans certaines sociétés en offrant aux épargnants du Québec qui réalisent un placement en actions à moyen terme un avantage fiscal fort intéressant.

En effet, les sommes collectées au cours des cinq dernières années dans le cadre du Régime d'épargne-actions se chiffrent à plus de 1,5 milliard de dollars, dont plus de la moitié fut placée en 1983 seulement. Au cours de cette dernière année, 26 sociétés ont fait publiquement appel à l'épargne dont 12 sociétés de taille moyenne; dix en étaient à leur premier placement.

Les contribuables, quant à eux, ont réduit au cours de cette période de cinq ans leur revenu imposable de plus de 1 milliard de dollars pour un manque à gagner au niveau du gouvernement du Québec d'environ 280 millions de dollars.

---

1. Le Compte d'épargne en actions prend la relève du régime temporaire du dispositif de la détaxation du revenu investi en actions aussi connu sous le nom de "Loi Monory".

En 1982, près de 43 500 épargnants, soit 1,21 p. cent de l'ensemble des contribuables du Québec, ont bénéficié du régime en réclamant en moyenne une déduction de 3 900 $ lors de la présentation de leur déclaration de revenus. En maintenant la déduction moyenne à ce niveau nous estimons à quelques 156 400 le nombre de contribuables bénéficiant du Régime d'épargne-actions en 1983, soit un taux d'environ 4,35 p. cent.

Après une description des modalités du Régime d'épargne-actions, nous verrons ses avantages pour les sociétés et pour les contribuables du Québec; nous traiterons ensuite de la participation exceptionnelle des épargnants québécois au régime pour terminer sur les coûts que l'État doit supporter pour maintenir le régime.

Le fonctionnement du Régime d'épargne-actions

C'est le 27 mars 1979, lors du Discours sur le budget, que le Ministre des Finances du Québec lança le Régime d'épargne-actions.

À la lumière de quatre années d'expérience, les assises du régime furent révisées et des modifications importantes furent apportées aux modalités d'application. Ces changements annoncés lors du Discours du 10 mai 1983 et en mai 1984 visent à redonner au programme sa véritable vocation: favoriser l'apport externe de capitaux permanents dans les moyennes entreprises du Québec ainsi que réduire le fardeau fiscal des contribuables québécois, particulièrement ceux dont le revenu est le plus élevé.

Également, le programme a eu pour effet de susciter parmi les épargnants du Québec un intérêt sans précédent pour le placement en actions.

Le Régime d'épargne-actions du Québec fonctionne d'une manière relativement simple. Il permet aux contribuables de se constituer un portefeuille en exonérant d'impôt un pourcentage variable de la somme investie dans des actions nouvellement émises de sociétés, dont le siège social ou le principal établissement se situe au Québec, pour autant que la valeur accordée à l'investissement par les règles fiscales soit maintenue dans le portefeuille à la fin des deux années après celle de l'acquisition.

° Le traitement fiscal

Les déductions autorisées sont limitées à 20 p. cent du revenu total jusqu'à concurrence de 20 000 $ déduction faite des contributions à un régime de retraite donnant déjà lieu à une déduction fiscale. La seule contrainte réside au niveau du solde minimal exigé pour les deux années d'information suivant l'année d'acquisition.

Tableau 1

Traitement fiscal d'une première participation à un Régime d'épargne-actions

| | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 | 1988 |
|---|---|---|---|---|---|
| - Coût des actions incluses | 10 000 $ | 12 500 $ | 12 500 $ | 2 500 $ | - $ |
| . Coût des actions achetées | 10 000 | 5 000 | 5 000 | - | - |
| . Coût des actions vendues | - | 2 500 | 5 000 | 10 000 | 2 500 |
| - Solde minimal à maintenir[1] | - | 7 500 | 12 500 | 5 000 | - |
| - Déduction admissible[2] | 7 500 | 5 000 | - | - | - |
| - Recouvrement de déduction[3] | - | - | - | 2 500 | - |

Hypothèses: Revenu total du contribuable: 50 000 $
Prime à un Régime d'épargne-retraite: 2 500 $
Déduction maximale admissible: 7 500 $ (50 000 $ x 20 p. cent) - 2 500 $

(1) Le total des déductions admissibles pour les deux années précédentes moins le recouvrement de déduction de l'année précédente.

(2) Le moindre de la déduction maximale admissible, du coût des actions achetées ou du coût des actions incluses moins le solde minimal à maintenir.

(3) Le moindre du coût des actions vendues ou du solde minimal à maintenir moins le coût des actions incluses.

Le tableau précédent illustre le traitement fiscal d'une participation au régime pour les années 1984 à 1988 selon la valeur annuelle des contributions. Ainsi, le contribuable pourra réclamer en 1984 et 1985 un total de 12 500 $ alors que le ministère du Revenu procédera à un recouvrement de déduction équivalent à 2 500 $ en 1987 parce que l'épargnant n'a pas maintenu la valeur de son portefeuille au niveau requis.

• Les titres admissibles

Depuis les dernières modifications apportées au régime, les valeurs admissibles sont des actions ordinaires à plein droit de vote, c'est-à-dire comportant un nombre de droits de vote qui ne doit pas être inférieur à celui des actions de toute autre catégorie. Les actions subalternes à droit de vote sont également admissibles ainsi que les actions privilégiées de sociétés en voie de développement[2] convertibles en actions ordinaires à plein droit de vote ou en actions subalternes à droit de vote.

La Commission des valeurs mobilières du Québec détient le pouvoir de décider si une action est une action ordinaire à plein droit de vote ou n'en est pas une aux fins du régime, selon que cette action garantit ou non à son porteur de manière satisfaisante la pleine participation à la gestion de la société émettrice. Les actions subalternes à droit de vote quant à elles devront conférer à leurs porteurs le droit de participer pleinement à une offre publique.

---

2. Nous référons le lecteur à l'annexe 1 pour la définition d'une société en voie de développement.

Pour être admissibles, les titres émis doivent faire l'objet d'un prospectus soumis au visa de la Commission, d'un placement auprès des porteurs d'actions ou auprès des dirigeants ou salariés de la société soumis au régime des dispenses prévu à la Loi sur les valeurs mobilières.

° La déduction fiscale

Les actions à droit de vote de sociétés dont l'actif est supérieur à un milliard de dollars donnent droit à une déduction équivalente au coût d'achat des actions pour l'année d'imposition 1983, à 75 p. cent du coût si elles sont souscrites en 1984, et à 50 p. cent de leur valeur si elles sont acquises en 1985.

Les actions ordinaires à plein droit de vote et les actions privilégiées convertibles en actions ordinaires à plein droit de vote émises par une société en voie de développement, c'est-à-dire dont l'actif se situe entre 2 millions et 25 millions de dollars sont déductibles à 150 p. cent. Alors que les actions subalternes à droit de vote et les actions privilégiées convertibles en actions subalternes à droit de vote émises également par une société en voie de développement ne donne droit qu'à une déduction de 100 p. cent.

Les actions ordinaires à plein droit de vote des autres sociétés admissibles procurent un avantage fiscal égal au coûts d'acquisition alors que les actions subalternes à droit de vote permettent une déduction de 75 p. cent de leur valeur.

Cette classification selon la nature de la valeur offerte et la taille de l'actif des sociétés vise d'une part à faire acquérir par les épargnants des actions à plein droit de vote conformément à l'esprit du régime tout en respectant les besoins des sociétés en fonds propres et d'autre part à accorder un avantage particulier aux moyennes entreprises par rapport aux entreprises les plus importantes qui généralement rencontrent peu de difficulté à placer leurs titres.

Le tableau 2 montre l'incidence de la composition, d'un portefeuille d'actions ordinaires à plein droit de vote sur la contribution nette d'un épargnant. Ainsi, pour une économie d'impôt de 3 000 $ en 1985, la participation nette d'un contribuable détenant un portefeuille uniquement constitué de titres de sociétés en voie de développement s'élève à 3 666 $ alors que la contribution nette de celui qui investi son épargne uniquement dans les titres admissibles de sociétés importantes atteint 17 000 $, soit une différence appréciable de 13 334 $, pour obtenir un résultat identique.

Tableau 2

Incidence de la composition d'un portefeuille d'actions ordinaires à plein droit de vote sur la contribution nette d'un épargnant

| Importance de la société | Année | Contribution brute | Déduction admissible % | Déduction admissible Valeur | Réduction d'impôt | Contribution nette |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sociétés dont l'actif est supérieur à 1 milliard $ | 1983 | 10 000 | 100 | 10 000 | 3 000 | 7 000 |
| | 1984 | 13 333 | 75 | 10 000 | 3 000 | 10 333 |
| | 1985 | 20 000 | 50 | 10 000 | 3 000 | 17 000 |
| Sociétés dont l'actif se situe entre 2 et 25 millions $ | 1983 | 6 666 | 150 | 10 000 | 3 000 | 3 666 |
| | 1984 | 6 666 | 150 | 10 000 | 3 000 | 3 666 |
| | 1985 | 6 666 | 150 | 10 000 | 3 000 | 3 666 |
| Autres sociétés | 1983 | 10 000 | 100 | 10 000 | 3 000 | 7 000 |
| | 1984 | 10 000 | 100 | 10 000 | 3 000 | 7 000 |
| | 1985 | 10 000 | 100 | 10 000 | 3 000 | 7 000 |

Hypothèses: Revenu total du contribuable: 50 000 $
Taux marginal d'imposition: 30 p. cent

* La nature des placements

Essentiellement, les sociétés disposent de trois canaux pour placer les valeurs nouvelles admissibles au Régime d'épargne-actions: les placements au moyen d'un prospectus et les placements sans prospectus, soit auprès de leurs porteurs d'actions, soit auprès de leurs dirigeants et salariés. Les deux derniers types de placements se présentent le plus souvent sous la forme de plans de réinvestissement de dividendes ou de distribution de dividendes en actions et de plans de souscription d'actions.

Lors d'un placement au moyen d'un prospectus, la société émettrice décide du moment favorable pour réaliser le placement, elle devient alors tributaire des marchés boursiers, tandis que les plans de réinvestissement de dividendes ou de distribution de dividendes en actions et de souscription d'actions reflètent la volonté des sociétés de faire bénéficier leurs porteurs d'actions, dirigeants ou salariés des avantages fiscaux du régime et c'est alors le souscripteur qui fixe le moment opportun d'acquérir les actions désirées.

La valeur des placements au moyen d'un prospectus dont les titres sont admissibles au régime a progressé de plus de 275 p. cent au cours des cinq années d'existence du régime, comme nous pouvons le constater à l'examen du tableau 3.

Tableau 3

Ventilation des placements admissibles
au Régime d'épargne-actions

| Nature du placement | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Placement au moyen d'un prospectus | | | | | | |
| Nombre de placements | 13 | 19 | 12 | 6 | 26 | 76 |
| Valeur des placements (000 $) | 82 045 | 86 942 | 83 839 | 75 844 | 310 502 | 639 172 |
| Placement auprès des porteurs d'actions | | | | | | |
| Nombre de placements | 2 | 11 | 11 | 12 | 11 | 47 |
| Valeur des placements[1] (000 $) | 26 952 | 63 464 | 163 891 | 130 237 | 455 032 | 847 576 |
| Placement auprès des dirigeants et salariés | | | | | | |
| Nombre de placements | 4 | 9 | 6 | 9 | 8 | 36 |
| Valeur des placements[2] (000 $) | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. | n.d. |

(1) Valeur estimée.

(2) Sous l'ancienne Loi sur les valeurs mobilières les émetteurs n'avaient pas à préciser la valeur de ces placements: comme elle est marginale nous n'avons pas procéder à leur estimation.

Sources: Annexes 2 et 3.

De même, la valeur des placements auprès des porteurs d'actions a connu une croissance spectaculaire passant de 27 millions de dollars en 1979 à 455 millions de dollars en 1983, ce qui équivaut à plus de quinze fois la valeur initiale, alors que le nombre de placements est demeuré relativement stable sauf en 1979 où nous dénombrons uniquement deux placements.

L'impact du Régime d'épargne-actions

Le Québec compte près de 150 000 petites et moyennes entreprises dont l'apport économique et social n'est plus a démontrer. Toutefois, seule une poignée d'entre elles peuvent, à cause de leur importance, envisager de devenir des sociétés ouvertes. Au-delà de cette simple capacité technique et souvent de la méconnaissance des avantages que procure, dans certaines circonstances, le capital-actions externe dans la recherche de l'équilibre financier, subsistent encore certaines barrières importantes, notamment la crainte d'une dilution du contrôle ainsi que les coûts élevés qu'entraînent un premier appel public à l'épargne.

Par les dernières modifications apportées au régime le Gouvernement a démontré sa volonté d'atténuer les préoccupations les plus importantes des moyennes entreprises en accroissant le taux de déduction pour leurs titres, en rendant admissibles leurs actions privilégiées convertibles et, finalement, en leur offrant une subvention pour compenser les coûts élevés d'un premier appel public à l'épargne.

D'un autre côté, par rapport à l'ensemble du Canada, le Québec, de 1972 à 1979, accusait une diminution importante de la proportion du nombre de contribuables à revenu élevé. De plus, la réforme de 1978 de l'impôt sur le revenu au Québec a augmenté l'écart du fardeau fiscal avec la province voisine de l'Ontario en ce qui concerne les hauts revenus au risque d'une accélération de la décroissance de la proportion du nombre de contribuables à haut revenu au Québec.

En augmentant la déduction admissible et en complétant la notion de revenu total, le Gouvernement a démontré, encore là, sa volonté de réduire les disparités fiscales entre les deux provinces.

• La capitalisation des moyennes sociétés du Québec

Lorsqu'on évalue les risques d'échec qui planent sur toute organisation nous devons considérer la crise financière comme une étape inévitable pour la quasi-totalité des sociétés, à laquelle elle doivent survivre pour continuer à croître et à se développer.

Au Canada, le coefficient d'endettement des petites et moyennes entreprises est nettement supérieur à celui des autres sociétés et surtout il ne cesse de croître. À un moment donné, il faut soit une augmentation du capital-actions, soit un accroissement des bénéfices non répartis pour continuer à financer la croissance par des emprunts. L'accroissement de la dette, joint à la structure financière à risque élevé qui en résulte, doit inévitablement s'arrêter quelque part.

Or le financement par actions permet d'obtenir les fonds nécessaires à la croissance sans dépendre des institutions financières prêteuses et des fluctuations des taux d'intérêt. C'est la principale façon de renforcer la situation financière de nos sociétés comme le mentionnait le Président de la Commission québécoise sur la capitalisation des entreprises:

"L'argent, le capital, l'accès au financement, tout cela représente sans contredit l'oxygène dont la petite et moyenne entreprise a absolument besoin pour démarrer, se développer ou même survivre lorsqu'elle reçoit des coups durs ou qu'elle fait des erreurs.

Le problème, c'est le niveau de la dette à court terme qui rend les petites et moyennes entreprises vulnérables. Il n'est pas sage d'entretenir un tel lien de dépendance avec son gérant de banque."[3]

Avec les modifications récentes apportées au Régime d'épargne-actions le gouvernement du Québec a donné aux sociétés ayant le plus de difficulté à placer leurs titres un avantage supplémentaire important. Ainsi, les actions ordinaires à plein droit de vote d'une société en voie de développement, c'est-à-dire dont l'actif se situe entre 2 millions et 25 millions de dollars, bénéficient d'un taux supérieur de déduction équivalent à 150 p. cent de leur coût d'acquisition alors que leurs actions subalternes à droit de vote ne confèrent qu'une déduction de 100 p. cent.

En comparaison, les titres admissibles des sociétés les plus importantes, celles dont l'actif excède un milliard de dollars et qui n'ont virtuellement aucune difficulté à placer leurs titres auprès du public, verront le pourcentage de déduction afférent à leurs valeurs réduit de 25 p. cent par année pendant deux ans. Quant aux autres sociétés, leurs actions ordinaires à plein droit de vote continueront

---

3. M. Tremblay, "La sous-capitalisation: un frein à vie à la croissance des Pme", Finance, 26 mars 1984.

d'offrir un taux de déduction équivalent à l'investissement réalisé par les épargnants alors que leurs actions subalternes à droit de vote ne permettent qu'une déduction de 75 p. cent.

Parallèlement, pour favoriser l'offre de capitaux en atténuant les coûts importants engendrés par un premier appel public à l'épargne d'actions ordinaires à plein droit de vote, les sociétés en voie de développement pourront recevoir deux types de subvention. La première couvre la moitié des frais d'une étude de faisabilité jusqu'à concurrence de 10 000 $. La deuxième subvention vise à compenser une partie des coûts de mise en marché et des frais directs et indirects reliés au placement. Cette dernière subvention qui ne peut excéder 400 000 $, équivaut à 75 p. cent de la première tranche de 200 000 $ du placement, à 50 p. cent de la deuxième tranche de 200 000 $ et à 25 p. cent de l'excédent de 400 000 $.

Le tableau 4 nous démontre sans ambiguïté que les sociétés en voie de développement ont avantageusement profité des caractéristiques spéciales que leur accorde le régime. Ainsi, en 1983, 12 sociétés de taille moyenne ont fait publiquement appel à l'épargne pour une valeur totale de 63 millions de dollars comparativement à seulement deux placements au cours des quatre années précédentes. Il est à noter également que, sur les douze placements, deux furent réalisés en actions privilégiées convertibles en actions ordinaires. De plus, sept sociétés en étaient à leur premier appel public à l'épargne, ce qui leur permettait de bénéficier des subventions gouvernementales.

Tableau 4

Ventilation des placements au moyen d'un prospectus admissibles au Régime d'épargne-actions

| Importance de la société | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Sociétés dont l'actif est supérieur à 1 $ milliard | | | | | | |
| Nombre de placements | 2 | - | - | 1 | 4 | 7 |
| Valeur placée au Québec (000 $) | 55 414 | - | - | 47 082 | 172 998 | 275 494 |
| Sociétés dont l'actif se situe entre 25 $ millions et 1 $ milliard | | | | | | |
| Nombre de placements | 2 | 6 | 4 | 4 | 10 | 26 |
| Valeur placée au Québec (000 $) | 17 231 | 69 868 | 64 676 | 27 089 | 74 355 | 253 219 |
| Sociétés dont l'actif se situe entre 2 $ millions et 25 $ millions | | | | | | |
| Nombre de placements | - | 2 | - | - | 12 | 14 |
| Valeur placée au Québec (000 $) | - | 9 718 | - | - | 63 149 | 72 867 |
| Autres sociétés | | | | | | |
| Nombre de placements | 9 | 13 | 6 | 1 | - | 29 |
| Valeur placée au Québec (000 $) | 9 400 | 17 074 | 9 445 | 1 673 | - | 37 592 |

Source: Annexe 2.

Quatre sociétés importantes, celles dont l'actif excède un milliard de dollars, ont largement profité en 1983 de la dernière année pour laquelle leurs titres sont déductibles à leur pleine valeur en plaçant au Québec 173 millions de dollars, tandis que les sociétés intermédiaires ont placé 74 millions de dollars au cours de 10 appels publics à l'épargne.

D'un autre côté comme nous le constatons à l'analyse du tableau 5, ce sont pratiquement uniquement les sociétés importantes et intermédiaires qui ont établi un plan de réinvestissement de dividende en actions et de souscription d'actions admissibles faisant ainsi bénéficier du régime leurs nombreux actionnaires. Les sociétés importantes ont placé de cette façon 437 millions de dollars et les sociétés intermédiaires, 17 millions de dollars.

Tableau 5

Ventilation des placements auprès des porteurs d'actions par l'intermédiaire de plans de réinvestissement de dividendes et de souscription d'actions admissibles au Régime d'épargne-actions

| Importance de la société | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Sociétés dont l'actif est supérieur à 1 $ milliard** | | | | | | |
| Nombre de placements | 1 | 6 | 7 | 7 | 6 | 27 |
| Valeur placée au Québec[1] (000 $) | 22 900 | 51 433 | 157 314 | 129 957 | 437 327 | 798 931 |
| **Sociétés dont l'actif se situe entre 25 $ millions et 1 $ milliard** | | | | | | |
| Nombre de placements | 1 | 3 | 4 | 4 | 4 | 16 |
| Valeur placée au Québec[1] (000 $) | 4 052 | 10 830 | 6 577 | 7 905 | 17 705 | 47 069 |
| **Sociétés dont l'actif se situe entre 2 $ millions et 25 $ millions** | | | | | | |
| Nombre de placements | - | 1 | - | - | 1 | 2 |
| Valeur placée au Québec[1] (000 $) | - | 667 | - | - | n.d. | 667 |
| **Autres sociétés** | | | | | | |
| Nombre de placements | - | 1 | - | 1 | - | 2 |
| Valeur placée au Québec[1] (000 $) | - | 534 | - | 375 | - | 909 |

(1) Valeur estimée.

Source: Annexe 3.

Le succès des plans de réinvestissement de dividendes et de souscription d'actions confirme l'intérêt des épargnants pour des placements dans des titres d'excellente qualité, d'autant plus que ces titres ne procureront qu'une déduction de 75 p. cent en 1984 et 50 p. cent en 1985.

Il est à remarquer que la valeur des placements a augmenté de plus de deux cent p. cent par rapport à l'année 1982 pour un nombre de placements relativement stable.

• La fiscalité des épargnants du Québec

Une participation au Régime d'épargne-actions permet à un contribuable de déduire le montant des investissements nets annuels de titres admissibles jusqu'à concurrence de 20 000 $, 20 p. cent de son revenu total, déduction faite des contributions à un régime de retraite donnant déjà lieu à une déduction fiscale.

Tableau 6

Économie d'impôt[1] réalisée selon le revenu total et le montant d'une souscription précise

| Revenu total | 3 000 $ | 6 000 $ | 9 000 $ | 12 000 $ |
|---|---|---|---|---|
| 20 000 $ | 750 $ | 1 000 $ | 1 000 $ | 1 000 $ |
| 30 000 | 780 | 1 560 | 1 560 | 1 560 |
| 40 000 | 840 | 1 680 | 2 240 | 2 240 |
| 50 000 | 900 | 1 800 | 2 700 | 3 000 |
| 60 000 | 930 | 1 860 | 2 790 | 3 720 |
| 70 000 | 960 | 1 920 | 2 880 | 3 840 |

(1) Calculée selon des taux marginaux approximatifs.

Comme nous pouvons le constater à l'examen du tableau 6 l'économie d'impôt peut être substantielle. En effet, un contribuable dont le revenu total est de 50 000 $ peu réaliser une économie d'impôt variant de 900 $ à 3 000 $, alors qu'il souscrit 3 000 $ ou 12 000 $.

Le plafond de la déduction portée de 15 000 $ à 20 000 $ lors des modifications récentes permet d'augmenter de 75 000 $ à 100 000 $ le revenu total pouvant donner lieu à une déduction relative au Régime d'épargne-actions, ce qui favorise les personnes dont la rémunération est la plus élevée. De même, la déduction proportionnelle au revenu total à l'opposé d'une déduction fixe tend à favoriser encore plus les hauts salariés.

Du même souffle, le Ministre des Finances remplaça la notion du revenu gagné par celle du revenu total qui englobe outre les revenus d'emploi, les revenus de placement et tous les autres types de revenus au sens de la Loi sur les impôts, éliminant ainsi le désavantage occasionné par des revenus d'emploi faibles ou nuls alors que les revenus de placement pouvaient être substantiels.

La participation des épargnants du Québec

Le Régime d'épargne-actions est sans contredit le régime qui a suscité le plus d'intérêt parmi les épargnants du Québec au cours des dernières années. Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser les données présentées au tableau 7.

Tableau 7

Participation aux régimes
donnant ouverture à des déductions fiscales

| Rubriques | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982[P] |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Régime d'épargne-retraite** | | | | | | | |
| Nombre de participants | 287 691 | 322 851 | 364 856 | 411 915 | 468 200 | 488 430 | 467 547 |
| Pourcentage de participants | 9,4 | 10,4 | 11,4 | 12,4 | 13,6 | 13,2 | 13,0 |
| Valeur des déductions (000 $) | 419 106 | 483 391 | 568 701 | 657 918 | 773 456 | 819 324 | 835 462 |
| **Régime d'épargne-logement** | | | | | | | |
| Nombre de participants | 152 146[1] | 121 652 | 137 573 | 138 395 | 149 543 | 143 602 | 127 964 |
| Pourcentage de participants | 5,0 | 3,9 | 4,3 | 4,2 | 4,3 | 3,9 | 3,6 |
| Valeur des déductions (000 $) | 141 891 | 112 718 | 127 202 | 129 278 | 140 229 | 134 379 | 151 540 |
| **Régime d'épargne-actions** | | | | | | | |
| Nombre de participants | s.o. | s.o. | s.o. | 14 339 | 28 393 | 32 526 | 43 416 |
| Pourcentage de participants | s.o. | s.o. | s.o. | 0,43 | 0,82 | 0,9 | 1,21 |
| Valeur des déductions (000 $) | s.o. | s.o. | s.o. | 49 344 | 103 945 | 120 377 | 169 678 |
| **Recouvrement de déduction** | | | | | | | |
| Nombre de contribuables | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 592 | 1 239 | 2 977 |
| Valeur des recouvrements (000 $) | s.o. | s.o. | s.o. | s.o. | 997 | 2 449 | 5 359 |

p Données préliminaires.

(1) Première année d'application du Régime d'épargne-logement.

Source: Statistiques des particuliers du Québec.

En effet, plus de 43 000 contribuables ont participé au régime en 1982, ce qui représente le triple de la participation initiale de 1979. De même, la valeur moyenne des déductions a légèrement progressé, passant d'environ 3 400 $ en 1979 à 3 900 $ en 1982. En comparaison les régimes d'épargne-retraite et d'épargne-logement n'ont connu ni un taux de croissance aussi marquant ni une valeur moyenne des déductions aussi élevée.

Par ailleurs, puisque depuis 1980 ces deux régimes présentent un taux de participation décroissant,[4] il est à supposer que des contributions aux régimes d'épargne-retraite et d'épargne-logement sont détournées au profit du Régime d'épargne-actions, ce qui augmente d'autant la valeur des déductions. De plus, compte tenu de l'exigence du maintien d'un solde minimal pour une période d'au moins deux ans, les sommes investies en 1980 dans le Régime d'épargne-actions sont disponibles pour un réinvestissement en 1983, cette possibilité de recyclage favorisant un accroissement continuel de la valeur des déductions.

Finalement, il est à remarquer que seulement une faible proportion de participants n'ont pas maintenu le niveau de leur portefeuille au solde minimal requis, s'exposant ainsi à un recouvrement de déduction. Cela démontre l'intérêt prononcé pour le régime.

---

4. Cela est très compréhensible en ce qui concerne le Régime d'épargne-logement à la suite de l'annonce qu'aucune déduction ne sera permise au titre de contribution à ce régime à compter de l'année d'imposition 1983.

Le tableau 8 indique le pourcentage de participants au Régime d'épargne-actions selon les tranches de revenu total; on y voit que un Québécois sur cinq, dans la tranche de 50 000 $ à 100 000 $, a participé au régime au cours des trois dernières années, alors que, dans la tranche supérieure a 100 000 $, deux contribuables sur cinq participaient à ce régime au cours des années 1980, 1981 et 1982.

Tableau 8

Pourcentage de participants au Régime d'épargne-actions

| Tranche de revenu total | 1979 | 1980 | 1981 | 1982[p] |
|---|---|---|---|---|
| Moins de 10 000 $ | - | - | - | - |
| de 10 000 $ à 20 000 $ | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| de 20 000 $ à 30 000 $ | 0,6 | 0,9 | 1,0 | 1,0 |
| de 30 000 $ à 40 000 $ | 2,7 | 4,0 | 3,2 | 3,2 |
| de 40 000 $ à 50 000 $ | 6,6 | 9,9 | 8,9 | 9,4 |
| de 50 000 $ à 100 000 $ | 15,1 | 21,6 | 20,7 | 22,9 |
| de 100 000 $ et plus | 20,1 | 39,5 | 39,6 | 41,5 |
| Total | 0,43 | 0,82 | 0,9 | 1,21 |

p Données préliminaires.

Sources: Ministère des Finances, Le Régime d'épargne-actions, 4 février 1983; Statistiques des particuliers du Québec.

Le tableau 9 montre la répartition en pourcentage du nombre de participants au Régime d'épargne-actions et de la valeur de la contribution selon les tranches de revenu total. Nous constatons, chez les épargnants dont le revenu est inférieur à 30 000 $, une diminution proportionnelle d'intérêt, apparente dans le nombre des participants et dans la valeur de la contribution au cours des quatre années pour lesquelles des données fiscales sont disponibles. Par contre, nous constatons l'inverse chez les épargnants dont le revenu total est supérieur à 40 000 $.

Tableau 9

Répartition en pourcentage du nombre de participants et de la valeur de la contribution au Régime d'épargne-actions

| Tranche de revenu total | 1979 | | 1980 | | 1981 | | 1982P | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur |
| Moins de 10 000 $ | 1,6 | 0,4 | 0,6 | 0,1 | 0,4 | 0,1 | 0,6 | 0,1 |
| de 10 000 $ à 20 000 $ | 9,2 | 3,1 | 7,0 | 2,5 | 5,4 | 1,7 | 4,6 | 1,4 |
| de 20 000 $ à 30 000 $ | 16,9 | 8,3 | 17,4 | 10,1 | 14,6 | 6,7 | 12,0 | 5,5 |
| de 30 000 $ à 40 000 $ | 18,7 | 12,7 | 20,0 | 15,3 | 19,9 | 11,8 | 19,5 | 11,6 |
| de 40 000 $ à 50 000 $ | 13,8 | 12,5 | 15,3 | 7,8 | 18,2 | 14,6 | 20,1 | 16,1 |
| de 50 000 $ à 100 000 $ | 30,6 | 43,9 | 30,1 | 39,4 | 31,8 | 44,3 | 33,8 | 45,8 |
| de 100 000 $ et plus | 9,2 | 19,1 | 9,6 | 25,9 | 9,7 | 20,8 | 9,4 | 19,5 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

P Données préliminaires.

Sources: Ministère des Finances, Le Régime d'épargne-actions, 4 février 1983; Statistiques des particuliers du Québec.

Nous dégageons au tableau 10 la répartition en pourcentage du nombre de participants au Régime d'épargne-actions et de la valeur de la contribution selon les tranches d'âge. Nous constatons que plus de 50 p. cent des contributions au régime proviennent d'épargnants dont l'âge varie entre 40 et 64 ans. Toutefois, les contributions des participants de moins de 39 ans sont en croissance alors que celles des plus âgés décroissent.

Tableau 10

Répartition en pourcentage du nombre de participants et de la valeur de la contribution au Régime d'épargne-actions

| Tranche d'âge | 1979 | | 1980 | | 1981 | | 1982[p] | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur | Nombre | Valeur |
| Moins de 29 ans | 9,5 | 5,1 | 10,1 | 6,4 | 11,3 | 7,2 | 10,4 | 7,4 |
| de 30 à 39 ans | 30,2 | 26,1 | 33,7 | 29,0 | 34,6 | 31,0 | 32,9 | 32,0 |
| de 40 à 49 ans | 27,0 | 29,1 | 26,3 | 29,4 | 26,1 | 29,1 | 25,6 | 29,2 |
| de 50 à 64 ans | 27,4 | 32,9 | 25,5 | 29,5 | 24,0 | 28,4 | 27,3 | 27,3 |
| 65 ans et plus | 5,3 | 6,3 | 3,9 | 4,5 | 3,7 | 4,1 | 3,8 | 4,0 |
| indéterminé | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,2 | 0,2 | — | 0,2 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

p Données préliminaires.

— Donnée infime.

Sources: Ministère des Finances, Le Régime d'épargne-actions, 4 février 1983; Statistiques des particuliers du Québec.

Nul doute que le Régime d'épargne-actions a eu pour conséquence de modifier les habitudes d'investissement de nombreux épargnants en les incitant à investir dans des titres de sociétés et ainsi à s'initier au fonctionnement du marché boursier. Devant la complexité des décisions financières les épargnants avaient tendance à confier la gestion de leur épargne aux institutions et cette orientation à été amplifiée et encouragée par l'introduction des régimes enregistrés d'épargne-retraite et d'épargne-logement dont la gestion est justement confiée aux institutions financières. Le Régime d'épargne-actions présente comme particularité d'obliger les épargnants à prendre eux-mêmes leurs décisions de placement.

Comme pour tout autre titre boursier, il existe un risque à souscrire des actions admissibles au Régime d'épargne-actions. Puisque l'avantage fiscal déséquilibre la relation risque/rendement en faveur des épargnants, on peut se demander si ces derniers sont véritablement en mesure d'apprécier la vraie nature du risque qu'ils encourent. Le danger réside dans ce que l'incitation fiscale estompe aux yeux des bénéficiaires les véritables motifs du placement en actions en atténuant le risque par le jeu des économies d'impôt.

En effet, le régime permet à un épargnant d'assumer un niveau de risque plus élevé. Si le taux marginal d'imposition du contribuable est de 20 p. cent et si l'investisseur souscrit des actions donnant lieu à une déduction de 150 p. cent, il peut supporter une baisse de cours équivalente à 30 p. cent avant d'enregistrer une perte nette. Le régime confère un élément de sécurité jusqu'ici inconnu dans le marché boursier.

## Le coût du Régime d'épargne-actions pour l'État

De 1979 à 1982, le Régime d'épargne-actions a coûté à l'État 125 millions de dollars. Ce coût équivaut à la valeur de la déduction admissible multipliée par le taux marginal moyen d'impôt sur le revenu. Comme nous pouvons le constater à l'examen du tableau suivant, ce coût se retrouve de façon plus marquée d'année en année, aux tranches centrales de revenu, ce qui entraîne une diminution du taux marginal moyen d'impôt.

Tableau 11

Répartition en valeur et en pourcentage du coût du Régime d'épargne-actions

| Tranche de revenu total | 1979 | | 1980 | | 1981 | | 1982[p] | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Valeur 000 $ | % | Valeur 000 $ | % | Valeur 000 $ | % | Valeur 000 $ | % |
| Moins de 10 000 $ | n.d. | n.d. | 8 | — | 23 | 0,1 | 21 | — |
| de 10 000 $ à 20 000 $ | n.d. | n.d. | 442 | 1,4 | 445 | 1,2 | 490 | 1,2 |
| de 20 000 $ à 30 000 $ | n.d. | n.d. | 2 002 | 6,5 | 1 981 | 5,5 | 2 268 | 5,3 |
| de 30 000 $ à 40 000 $ | n.d. | n.d. | 3 497 | 11,3 | 3 758 | 10,4 | 5 219 | 12,3 |
| de 40 000 $ à 50 000 $ | n.d. | n.d. | 3 653 | 11,8 | 5 006 | 13,8 | 7 717 | 18,1 |
| de 50 000 $ à 100 000 $ | n.d. | n.d. | 14 245 | 45,9 | 16 804 | 46,3 | 24 079 | 56,6 |
| 100 000 $ et plus | n.d. | n.d. | 7 180 | 23,1 | 8 249 | 22,7 | 2 705 | 6,5 |
| Total | 14 700 | 100 | 31 027 | 100 | 36 266 | 100 | 42 579 | 100 |

p Données préliminaires.

— Donnée infime.

Sources: Ministère des Finances, Le Régime d'épargne-actions, 4 février 1983; Statistiques fiscales des particuliers du Québec.

En effet, les contribuables dont le revenu total excédait 100 000 $ en 1980 et 1981 bénéficiaient de 22 p. cent de la réduction accordée; cette part régressait à 6,5 p. cent en 1982 tandis que celle attribuée aux participants dont le revenu était situé entre 40 000 $ et 100 000 $ progressait de 56 p. cent à 75 p. cent.

En appliquant un taux marginal d'impôt sur le revenu de 25 p. cent à la déduction estimée de 610 millions de dollars, on obtient un coût de 152 millions de dollars pour l'année 1983, comme le montre le tableau 12. Le montant de la déduction est estimé à 80 p. cent de la valeur des placements, ce qui nous apparaît très réaliste compte tenu de l'intérêt manifesté par les contribuables québécois pour le régime en 1983 et du caractère provincial de la plupart des sociétés émettrices.

Tableau 12

Synthèse des principales données relatives au Régime d'épargne-actions

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 |
|---|---|---|---|---|---|
| Valeur des placements[1] (000 $) | 108 997 | 150 406 | 247 730 | 214 081 | 765 534 |
| Valeur de la déduction (000 $) | 49 344 | 103 945 | 120 377 | 169 678 | 610 000e |
| Nombre de participants | 14 339 | 28 393 | 33 526 | 43 416 | 156 400e |
| Déduction moyenne ($) | 3 440 | 3 660 | 3 590 | 3 900 | 3 900e |
| Coût du régime (000 $) | 14 700 | 31 027 | 36 266 | 42 579 | 152 500e |
| Taux marginal d'impôt (%) | 29,7 | 29,8 | 30,1 | 25,1 | 25,0 |

e Valeur estimée.

(1) Sauf les placements auprès de salariés et dirigeants.

## Conclusion

Le Régime d'épargne-actions du Québec inauguré en 1979 et modifié récemment répond de plus en plus adéquatement aux objectifs pour lesquels il fut conçu.

Les récentes modifications au régime permettent un traitement différencié des sociétés qui n'ont aucune difficulté à placer publiquement leurs titres et de celles qui rencontrent généralement certaines résistances de la part des éventuels acquéreurs; elles ont également introduit la distinction entre les titres qui procurent à leur porteur la garantie de la pleine participation à la gestion de la société émettrice et les autres valeurs. Voilà certainement des mesures mieux adaptées à la réalité économique du Québec.

En effet, la demande pour les titres de sociétés en voie de développement fut très forte au cours de la dernière année en réponse notamment à la déduction accrue qui est accordée dans ce cas. De même, plusieurs sociétés nouvelles ont offert leurs titres en souscription, confirmant ainsi l'importance de la subvention accordée afin de réduire les coûts d'un premier appel public à l'épargne.

La réponse des épargnants fut également à la hauteur du régime. Le taux de participation ainsi que la valeur moyenne des contributions n'a cessé de croître. De même, le faible nombre de recouvrements de déduction reflète l'intérêt des contribuables envers le régime qui permet de réduire de façon importante leur fardeau fiscal.

Mais au delà de ces considérations, il faut souligner l'importance fondamentale du régime pour le développement de l'actionnariat au Québec. Dans cette perspective, le Régime d'épargne-actions présente un net avantage sur tous les autres régimes, car il oblige les épargnants à prendre eux-mêmes leurs décisions d'investissement. Cet apprentissage ne peut que procurer à long terme des résultats intéressants pour l'essor de l'actionnariat puisqu'il a été démontré que les connaissances financières ont une incidence directe sur la probabilité de détenir des valeurs mobilières.

## Liste des tableaux

Tableau 1

Traitement fiscal d'une première participation à un Régime d'épargne-actions.

Tableau 2

Incidence de la composition d'un portefeuille d'actions ordinaires à plein droit de vote sur la contribution nette d'un épargnant.

Tableau 3

Ventilation des placements admissibles au Régime d'épargne-actions.

Tableau 4

Ventilation des placements au moyen d'un prospectus admissibles au Régime d'épargne-actions.

Tableau 5

Ventilation des placements auprès des porteurs d'actions par l'intermédiaire de plans de réinvestissement de dividendes et de souscription d'actions admissibles au Régime d'épargne-actions.

Tableau 6

Économie d'impôt réalisée selon le revenu total et le montant d'une souscription précise.

Tableau 7

Participation aux régimes donnant ouverture a des déductions fiscales.

## Liste des tableaux (suite)

Tableau 8

Pourcentage de participants au Régime d'épargne-actions.

Tableau 9

Répartition en pourcentage du nombre de participants et de la valeur de la contribution au Régime d'épargne-actions (selon le revenu total).

Tableau 10

Répartition en pourcentage du nombre de participants et de la valeur de la contribution au Régime d'épargne-actions (selon l'âge).

Tableau 11

Répartition en valeur et en pourcentage du coût du Régime d'épargne-actions.

Tableau 12

Synthèse des principales données relatives au Régime d'épargne-actions.

Annexe 1

## Définition d'une société en voie de développement

Une société doit satisfaire aux exigences suivantes afin de se classer dans la catégorie des sociétés en voie de développement:

1° le siège social ou le principal établissement se trouve au Québec;

2° l'actif se situe entre 2 millions et 25 millions de dollars;

3° le nombre d'employés permanents, à l'exclusion des initiés au sens de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec, a été d'au moins cinq tout au long des douze mois qui ont précédé le moment du placement;

4° la principale activité est l'exploitation d'une entreprise admissible;

- fabrication ou transformation de biens destinés à la vente ou à la location,

- construction,

- transport,

- pêche,

- exploration agricole, forestière, minière ou pétrolière,

- toute autre entreprise qui n'est pas non admissible.

Une société dont l'actif est inférieur à 2 millions de dollars pourra être admise si elle exploite principalement une entreprise communautaire reconnue par le Gouvernement.

Annexe 2

Liste détaillée des placements au moyen d'un prospectus admissibles au Régime d'épargne-actions

| Importance de la société | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 000 $ | | | |
| **Sociétés dont l'actif est supérieur à 1 $ milliard** | | | | | | |
| Alcan Aluminium Ltée | | | | | 61 122 | 61 122 |
| Banque d'Épargne de Montréal | | | | | 19 373 | 19 373 |
| Banque Royale du Canada | | | | | 56 400[1] | 56 400 |
| Entreprises Bell Canada Inc. | | | | | 36 103 | 36 103 |
| Imasco Ltée | | | | 47 082 | | 47 082 |
| Investissement Canadien Pacifique Ltée | 53 694 | | | | | 53 694 |
| Northern Telecom Ltée | 1 720[2] | | | | | 1 720 |
| Total partiel | 55 414 | | | 47 082 | 172 998 | 275 494 |
| **Sociétés dont l'actif se situe entre 25 $ millions et 1 $ milliard** | | | | | | |
| Astral Bellevue Pathé Inc. | | | 1 197 | | | 1 197 |
| Bombardier Inc. | | 20 260 | | | | 20 260 |
| Cascade Inc. | | | | 5 000 | | 5 000 |
| Dominion Textile Inc. | | 10 820 | | | | 10 820 |
| Domtar Inc. | | 31 388 | | | | 31 388 |
| Donohue Inc. | | | | | 15 951 | 15 951 |
| Drummond McCall Inc. | 5 938 | | | | | 5 938 |
| Gaz Métropolitain Inc. | 11 293 | | 15 545 | 17 030 | 13 206 | 57 074 |
| Groupe Forex Inc.[3] | | | | | 5 000 | 5 000 |
| Guardian Trustco Inc.[3] | | | | | 9 089[4] | 9 089 |
| Mines d'Or du Lac Bachelor Inc.[3] | | 935 | | | | 935 |
| Mines d'Or Kiena Ltée | | | | | 8 950 | 8 950 |
| Pharmacies Universelles Ltée | | | | 3 | 2 620 | 2 623 |
| Provigo Inc. | | | 32 934 | | | 32 934 |
| Québec-Téléphone | | 6 115 | | | | 6 115 |
| Quebecor Inc. | | | | | 8 762 | 8 762 |
| Ressources Camchib Inc.[3] | | | 15 000 | | | 15 000 |
| Sico Inc.[3] | | | | | 297 | 297 |
| Sodarcan Ltée [3] | | 350 | | | | 350 |
| Tembec Inc. | | | | | 10 500 | 10 500 |
| U.A.P. Inc. | | | | 5 056 | | 5 056 |
| Total partiel | 17 231 | 69 868 | 64 676 | 27 089 | 74 355 | 253 219 |

(1) Placement de bons de souscription d'actions pouvant s'exercer jusqu'en 1988.

(2) Placement en dollars américains.

(3) Premier placement de cette société.

(4) Comprend deux placements. Lors du dernier placement la société a reçu le statut de société en voie de développement, malgré l'importance de l'actif, car elle est issue d'une fusion si, n'eut été de la fusion une des sociétés remplacées aurait été une société en voie de développement (Loi sur les impôts, article 544).

Annexe 2 (suite)

Liste détaillée des placements au moyen d'un prospectus admissibles au Régime d'épargne-actions

| Importance de la société | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 000 $ | | | |
| **Sociétés dont l'actif se situe entre 2 $ et 25 $ millions** | | | | | | |
| Amusecor Inc.[3] | | | | | 2 400 | 2 400 |
| Aro Inc.[3] | | | | | 300 | 300 |
| Bytec-Comterm Inc.[3] | | | 2 493 | | 18 714 | 21 207 |
| Circuit Hélix Inc.[3] | | | | | 880 | 880 |
| Communication par satellite Canadien Inc.[3] | | | | | 8 360 | 8 360 |
| Exploration Aiguebelle Inc.[3] | | | 7 225 | | 10 800 | 18 025 |
| Exploration Muscocho Inc. | | | | | 4 000 | 4 000 |
| Magasins Château du Canada Ltée[3] | | | | | 5 243 | 5 243 |
| Mines Dumagami Ltée | | | | | 5 507 | 5 507 |
| Pro-Optic Inc.[3] | | | | | 2 000 | 2 000 |
| Sensormatic Canada Ltée | | | | | 1 895 | 1 895 |
| Société Minière Louvem Inc.[3] | | | | | 3 050 | 3 050 |
| Total partiel | | | 9 718 | | 63 149 | 72 867 |
| **Sociétés dont l'actif est inférieur à 2 $ millions** | | | | | | |
| Produits Forestiers Basques Ltée[3] | 100 | | | | | 100 |
| Sociétés Forestières du Mont Logan Inc. | | 600 | | | | 600 |
| Tourbières Tabreco Inc. | 500 | | | | | 500 |
| Total partiel | 600 | 600 | | | | 1 200 |
| **Sociétés de développement de l'entreprise québécoise** | 8 800[5] | 16 474[6] | 9 445[7] | 1 673 | | |
| Total partiel | 8 800 | 16 474 | 9 445 | 1 673 | | 36 392 |
| Valeur totale des placements | 82 045 | 86 942 | 83 839 | 75 844 | 310 502 | 639 172 |
| Nombre de placements | 13 | 19 | 12 | 6 | 26 | 76 |

(3) Premier placement de cette société.

(4) Comprend deux placements. Lors du dernier placement la société a reçu le statut de société en voie de développement, malgré l'importance de l'actif, car elle est issue d'une fusion si, n'eut été de la fusion une des sociétés remplacées aurait été une société en voie de développement (Loi sur les impôts, article 544).

(5) Comprend sept placements.

(6) Comprend 12 placements.

(7) Comprend six placements.

Source: Documents de renseignements, Commission des valeurs mobilières du Québec.

Annexe 3

**Liste détaillée des placements auprès des porteurs d'actions par l'intermédiaire de plans de réinvestissement de dividendes et de souscription d'actions admissibles au Régime d'épargne-actions**

| Importance de la société | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 000 $ | | | |
| **Sociétés dont l'actif est supérieur à 1 $ milliard** | | | | | | |
| Alcan Aluminium Ltée[1] | | | 15 900 | 16 147 | 26 757 | 58 804 |
| Banque de Montréal[1,2,3] | | 13 450 | 16 150 | 20 180 | 84 783 | 134 563 |
| Banque Nationale du Canada[1] | | | 17 636 | 16 642 | 106 599 | 140 877 |
| Banque Royale du Canada[3] | | n.d. | 10 094 | 26 873 | 53 488[4] | 90 455 |
| Entreprises Bell Canada[1,3] | 22 900 | 34 600 | 34 800 | 44 200 | 165 700 | 302 200 |
| Ciment Canada Lafarge Ltée[3] | | | 53 427 | n.d. | n.d. | 53 427 |
| Entreprises du Canadien Pacifique Ltée | | 3 383 | 9 307 | 5 915 | | 18 605 |
| Investissements Canadien Pacifique Ltée | | n.d. | | | | n.d. |
| Northern Telecom Ltée | | n.d. | | | | n.d. |
| Total partiel | 22 900 | 51 433 | 157 314 | 129 957 | 437 327 | 798 931 |
| **Sociétés dont l'actif se situe entre 25 $ millions et 1 $ milliard** | | | | | | |
| Corporation de gestion La Vérendry[3] | | | | | 5 138 | 5 138 |
| Dominion Textile Inc.[1,5] | | 324 | 4 762 | 3 918 | 4 516 | 13 520 |
| Domtar Inc.[1,2] | | | 204 | 246 | 1 452 | 1 902 |
| Drummond McCall Inc. | | | n.d. | | | n.d. |
| Groupe Prenor | 4 052 | | | | | 4 052 |
| Ivaco Inc. | | | | n.d. | | n.d. |
| Pétrofina Canada Inc. | | 10 107 | | | | 10 107 |
| Québec-Téléphone[1] | | 399 | 1 611 | 3 741 | 6 599 | 12 350 |
| Total partiel | 4 052 | 10 830 | 6 577 | 7 905 | 17 705 | 47 069 |
| **Sociétés dont l'actif se situe entre 2 $ millions et 25 $ millions** | | | | | | |
| Bytec-Comterm Inc.[3] | | 667 | | | n.d. | 667 |
| Total partiel | | 667 | | | n.d. | 667 |
| **Sociétés dont l'actif est inférieur à 2 $ millions** | | | | | | |
| Bakertalc Inc.[3] | | 534 | | | | 534 |
| Total partiel | | 534 | | | | 534 |
| Société de développement de l'entreprise québécoise | | | | 375 | | 375 |
| Total partiel | | | | 375 | | 375 |
| Valeur totale des placements | 26 952 | 63 464 | 163 891 | 138 237 | 455 032 | 847 576 |
| Nombre de placements | 2 | 11 | 11 | 12 | 11 | 47 |

(1) Renseignements obtenus auprès de la société.

(2) Valeur des placements versés dans un Régime d'épargne-actions.

(3) Valeur estimée.

(4) Pour la période du 1er novembre 1982 au 31 octobre 1983.

(5) Valeur des placements auprès de tous les porteurs.

Source: Documents de renseignements, Commission des valeurs mobilières du Québec.